DIXIEME ANNEE. — N° 2461

6 Pages — 5c

FILS SPÉCIAUX { BERLIN / LONDRES
ADRESSE PARIS (2e) : 142, Rue Montmartre
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITÉ-PARIS
TÉLÉPHONE : GUTENBERG { 02-57 / 02-69
PUBLICITÉ ANNONCES 142, Rue Montmartre, 142

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

MERCREDI 8 OCTOBRE 1913

6 Pages — 5c

ABONNEMENTS
Sans frais dans tous les Bureaux de Poste

	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	1 MOIS
Seine et Seine-et-Oise	18 fr.	9 fr.	4 50	1 50
Départements et Colonies	21 »	10 50	5 25	1 75
Étranger Union postale	31 »	16 50	9 »	3 »

POINCARÉ VOYAGE

Ayant inauguré brillamment plusieurs départements de France, Poincaré passe les Pyrénées et va inaugurer quelques châteaux en Espagne.

Le tourisme a, désormais, libre carrière dans les régions heureuses qu'a traversées le circuit présidentiel. L'imagination diplomatique, l'agréable illusion, la douce chimère vont, à la suite de Poincaré, se donner libre cours et broder de belles fantaisies sur l'alliance espagnole.

Je doute qu'il atteigne là-bas rien de sérieux et de solide.

Notre ami Fabra Ribas a montré, la semaine dernière, ce qu'il y a de boiteux dans nos démarches officielles.

Ce n'est pas que le but proposé nous déplaise. Peut-être vaudrait-il mieux y marcher sans fanfare. Mais en soi, l'étroite alliance de la France et de l'Espagne n'a pour les socialistes français rien que d'excellent.

Dans cette entente générale des peuples, à laquelle nous travaillons de notre effort le plus têtu, dans ce vaste rapprochement international, la France et l'Espagne ont intérêt à s'unir de liens encore plus intimes. Car nos deux peuples peuvent se rendre de grands services et se faire mutuellement beaucoup de bien.

De plus, nous n'en sommes pas encore à cette ère de concorde européenne. Or, tant que, malgré nous, des guerres, des conquêtes, des invasions demeurent possibles, les peuples riverains de la Méditerranée ont intérêt à s'unir. Ils doivent éviter prudemment de donner aux peuples du Nord la tentation trop forte de gagner les pays du soleil. Cette tentation pourrait leur venir par nos rivalités.

J'ai pour la culture allemande l'admiration et la reconnaissance que doit avoir tout homme civilisé ; et la tenant, comme je fais, pour pleine de promesses, et très essentielle au progrès de l'humanité, je combattrais comme un crime tout ce qui pourrait la mettre en danger. Mais la France, l'Espagne, l'Italie ont aussi leur culture particulière à défendre et à développer. Notre alliance avec l'Espagne aurait précisément ce bon côté de ne se concevoir guère que comme défensive, et de ne menacer personne.

Oui ! mais que va offrir Poincaré à l'Espagne au nom de la France, sinon la conquête en commun du Maroc ?

C'est cela ou rien du tout. Or, le peuple espagnol maudit la guerre du Maroc. Les Italiens, au moment de l'expédition tripolitaine, ont été saisis d'un belliqueux transport. Rien de tel chez les Espagnols ! Fabra Ribas a très nettement analysé, dans l'article que je rappelais tout à l'heure, les motifs qui leur font haïr les expéditions guerrières. Ils voient dans l'armée, qui chez eux dépend plus encore que chez nous d'une vraie caste militaire, l'une des causes les plus fortes de leur misère et de leur servitude.

N'est-ce pas à propos des embarquements militaires pour l'Afrique qu'éclatèrent les premières émeutes du grand mouvement insurrectionnel qui se termina par des massacres et par l'exécution de Ferrer ?

A cette époque, le peuple de Paris et le peuple espagnol fraternisèrent en un même sursaut d'indignation. Quand nous sifflions l'ambassade d'Espagne, nous faisions mieux pour gagner le cœur des Espagnols que toutes les manœuvres diplomatiques. L'Espagne n'a pas, depuis lors, changé de sentiment. Si l'alliance française lui apparaît comme liée à l'expédition marocaine, si les chefs militaires et le roi la lui présentent comme une opération de guerre africaine, l'idée de l'alliance deviendra là-bas aussi déplaisante, aussi impopulaire que l'idée même de guerre africaine.

On ne songera plus à nous qu'avec aversion. On nous prendra en grippe.

Ainsi notre gouvernement excelle à gâter les meilleures idées. Vous rappelez-vous la N'Goko-Sangha ? Sous prétexte que le rapprochement franco-allemand est une chose nécessaire, on prétendait y préluder en fouillant nos poches ! Ici, sous prétexte que le rapprochement franco-espagnol est une excellente chose, on veut le préparer par le brigandage en commun.

Oh ! je sais bien que d'enragés coloniaux se joignent à nous pour un instant. Ils ne pardonnent pas à l'Espagne d'avoir voulu garder, au Maroc, une belle part du gâteau qu'ils convoitaient tout entier. Ceux-là aussi voient d'un mauvais œil la coopération militaire. Mais alors, si Poincaré n'offre pas cela, qu'offrira-t-il ?

De deux choses l'une, ou il offrira la coopération militaire pour avoir l'alliance, ou il offrira des phrases et de l'argent pour avoir des phrases et du papier. Nous aurons un traité qui ne signifiera rien du tout, un texte pour rire, et nous nous endormirons là-dessus à notre habitude, pour y rêver de beaux songes. Gare au réveil !

L'alliance espagnole ne serait réalisable que par des procédés tout opposés. Entre la République française et la République d'Espagne, cette alliance se fût conclue d'elle-même. Dans l'état actuel des choses il n'y a tout de même qu'une force capable de la fonder et de la rendre efficace, c'est la sympathie active de la portion libérale, moderne et réformatrice du peuple espagnol.

De quel droit espérez-vous que l'Espagne nous pardonne les invasions impériales et nos pillages et nos massacres ? Pourtant l'Espagne moderne nous a pardonné tout cela. L'Espagne catholique demeure contre nous rancunière et hostile. Vous ne la rallierez pas sincèrement à l'alliance avec nous. Mais l'Espagne libre penseuse, ouverte aux idées modernes, celle qui veut vivre, a pardonné à la France républicaine et libre penseuse le crime de la France napoléonienne. Voilà notre point d'appui.

Prenez garde de heurter les sentiments de cette Espagne-là ! Evitez, quand vous traiterez avec le roi, de froisser l'instinct du peuple ! Sinon, vous faites œuvre vaine, et d'avance condamnée.

Nos diplomates ont une étrange manie. Ils courent après les influences qui nous échappent et dédaignent celles qui sont à notre portée. En Asie-Mineure, ils font la cour aux moines, dans l'espérance candide que ces moines de là-bas ignoreront que leurs pareils sont chassés de chez nous. Le quai d'Orsay essaie, par ses génuflexions, de racheter les péchés de la place Beauvau. Il prend le deuil quand un couvent de Palestine cesse d'arborer le drapeau français.

En revanche, les gens du quai d'Orsay haussent les épaules quand on leur parle des libéraux espagnols ou portugais, et de leurs sentiments amicaux pour nous.

La diplomatie anglaise excellait jadis à tirer parti du courant libéral. Pourquoi les diplomates de la République française négligent-ils sur ce point ses leçons ?

Ce n'est point assurément par dédain de la diplomatie anglaise, car si Poincaré part tout confiant, c'est, nul n'en ignore, parce qu'il compte recueillir les fruits d'un long travail auquel le Foreign-Office n'a pas été étranger.

Je crains qu'il ne rapporte de là-bas rien que du vent.

MARCEL SEMBAT.

DOUX MYSTÈRE

Que peut bien signifier la circulaire du ministre de la guerre sur « les personnes suspectes au point de vue national ? ». Le ministre a été avisé, déclare-t-il, qu'aux précédentes manœuvres des officiers avaient logé chez des citoyens qui n'offraient pas les garanties nécessaires de patriotisme et de discrétion. Quels peuvent bien être ces citoyens ? Notez qu'il s'agit de Français puisque les étrangers ne sont pas, je crois, soumis aux réquisitions de logement. Il y a donc, dans la région de Paris et de Lyon, des Français qui sont suspects de complicité avec l'étranger. Sont-ce des espions ? Y a-t-il une collection de traîtres qu'on soupçonne et qu'on surveille ? Qui en a dressé la liste ? A quel signe les reconnaît-on ? Qui est chargé de coucher des noms de Français sur ce registre des suspects ? La presse républicaine de Lyon proteste avec énergie contre cet arbitraire du soupçon dont tous les Français peuvent être frappés.

Mais voici qui est charmant. Ces Français suspects, on continuera à leur envoyer des officiers. On ne veut ni les dispenser de la charge du logement ni faire connaître publiquement leurs noms. Seulement, la gendarmerie avertira les officiers logés chez eux qu'ils ont à prendre des précautions particulières. Ainsi un citoyen sera noté comme suspect au point de vue national. Il n'en saura rien. Personne ne l'avertira. Personne ne l'invitera à s'expliquer. Jamais l'occasion ne lui sera donnée de dissiper les soupçons, d'éclairer les obscurités, de réfuter les calomnies si, en effet, les accusations sont calomnieuses. Mais les gendarmes de la ville sauront qu'il est suspect, et qu'il y a du traître en lui. Les officiers logés chez lui le sauront. Et il aura été livré, sans pouvoir se défendre, à l'accusation la plus atroce qui, en un jour d'émotion publique, pourra être la plus meurtrière.

Maintenant qu'on sait qu'il y a entre les mains des gendarmes un livre des suspects, un registre des traîtres, le peuple, à la première rumeur de guerre, cherchera ce registre et le saisira. Que deviendront les citoyens sur lesquels la fantaisie d'un gendarme ou d'un policier aura inscrit la note d'infamie ? Vraiment en sommes-nous là ? La France est-elle à ce point gangrénée de trahison ? Mais si les officiers portent avec eux, dans les manœuvres des documents confidentiels, ne convenait-il pas de leur recommander la prudence, non pas seulement dans tel ou tel logement, mais dans tous ?

Il n'est pas prudent, même dans la maison la plus honnête du citoyen le plus patriote, de laisser traîner des documents secrets qui peuvent être surpris par un visiteur ou qui peuvent s'égarer en de mauvaises mains. L'officier qui les détient doit donc être partout réservé et attentif. Il valait mieux en donner à tous le conseil que de dresser au hasard, à l'aveugle, des listes de suspects qui ne tarderont pas, dans les jours de crise, à devenir des listes de proscription et de meurtre et qui affoleront le pays de soupçons épouvantables.

Jamais, en tout cas, plus formidable engin contre l'honneur des citoyens n'aura été mis aux mains d'agents irresponsables.

Il faut que le ministère de la guerre s'explique, et sans délai.

JEAN JAURÈS.

Le Chirurgien coupe ET *le Malade sourit*

SI L'ON APPLIQUE LA MÉTHODE DU Dr JONNESCO

Le professeur Jonnesco, doyen de la faculté de Bucarest et membre correspondant de l'Académie de Médecine, a plaidé hier, devant la docte assemblée, en faveur d'une méthode d'anesthésie générale dont il est l'auteur et qu'il a pu faire adopter presque unanimement en Roumanie.

L'anesthésie générale est presque toujours obtenue par l'inhalation de différents corps volatiles, principalement le chloroforme et le chlorure d'éthyle. Mais leur emploi présente des inconvénients graves.

Le chloroforme est très pénible à prendre, le réveil du patient est suivi de nausées parfois atroces. Le dosage en est fort délicat et l'on ne compte plus le nombre de malades qu'une dose trop forte a endormis pour toujours.

Quant aux autres anesthésiants, moins dangereux, ils sont aussi moins efficaces. Le corps médical est donc unanime à déclarer que l'anesthésiant parfait est encore à trouver.

Ce n'est point l'avis du professeur Jonnesco. Ce dernier — qui produit à l'appui de ses déclarations le nombre impressionnant de 11.324 opérations faites tant par lui que par les adeptes de sa méthode — n'a recours ni aux inhalations, ni aux anesthésiants connus. Il utilise une solution de *stovaine* et de *strychnine* qu'il injecte dans le *rachis*, c'est-à-dire la moelle épinière, par des ponctions dont la place varie selon les cas.

Les ponctions sont faites de façon à atteindre directement les racines nerveuses qui commandent la région malade ; elles se divisent ainsi en ponctions *medio-cervicale*, *dorsale-supérieure*, *dorso-lombaire* et *lombaire*.

Les résultats sont — paraît-il — excellents et le contrôle des 11.343 opérations pratiquées, qui s'étend sur une période de six à sept ans, n'a mis en évidence aucun inconvénient sérieux, acune complication ultérieure ou tardive. A vrai dire, la « rachi-anesthésie » n'est pas chose nouvelle. Elle a eu son moment de vogue autrefois en France et a utilisé la

(Photo Pirou)

Dr JONNESCO

cocaïne et la stovaïne. Mais la méthode a été complètement abandonnée à la suite d'une série d'opérations malheureuses du Dr Legueux.

Aussi la méthode du professeur Jonnesco rencontre bien des adversaires. L'un des arguments de ces derniers est que si — pratiquée par un chirurgien habile comme son auteur — elle peut donner de bons résultats, il ne peut en être de même quand elle est employée par des chirurgiens de second ordre, la technique opératoire des ponctions rachidiennes exigeant une grande sûreté de main. Mais M. Jonnesco répond que la presque totalité des chirurgiens roumains emploie couramment sa méthode avec le plus complet succès. Tout le monde s'en trouve bien, en particulier les malades, qui, parfaitement insensibilisés, conservent toute leur conscience et peuvent causer et rire pendant tout le cours de l'opération.

L'Académie de Médecine a renvoyé à l'examen de M. Schwartz, le travail de M. Jonnesco. Comme conclusion, qu'une enquête approfondie soit faite dans les hôpitaux roumains et — si les résultats merveilleux annoncés sont réellement atteints — qu'on mette aussitôt en pratique une si bienfaisante méthode.

F. POLI.

LE TAUREAU MAROCAIN

(D'après la *Campana de Gracia*, de Barcelone.)

Le comte de Romanones. — *Je vous cède le tour...*

M. Poincaré. — *Merci bien, je préfère vous applaudir.*

Pour une Entente ENTRE *France et Allemagne*

AU CONGRÈS DE LA CONCILIATION INTERNATIONALE

Le Congrès, qui vient de se tenir à Nuremberg, a été surtout une imposante manifestation en faveur de l'entente franco-allemande.

Libre aux chauvins professionnels des deux pays de déblatérer contre ce qu'ils considèrent comme une vaine parade sans lendemain. Le fait que des personnalités représentatives du monde bourgeois, rompant avec les défiances et les préjugés de leur milieu, se prononcent hautement pour une réconciliation durable entre la France et l'Allemagne montre bien que l'idée préconisée d'abord par les socialistes des deux pays répond à un besoin profond, vital de la période historique actuelle...

Le Congrès de Nuremberg a été clos par deux discours, français et allemand, dont voici la substance.

Discours de M. d'Estournelles de Constant

Le sénateur de la Sarthe a montré d'abord les dangers du « régime paradoxal » qui chaque jour met les deux pays « à la merci d'un incident, d'un coup monté » :

Notre mutuel commerce est arrêté dans son élan, dans ses entreprises, dans ses projets mêmes ; l'insécurité toujours, l'hostilité aux heures de crise pèsent sur nos deux activités ; nos concurrents seuls en profitent pour se développer à pas de géant, dans le nouveau monde et dans l'ancien, tandis que nous leur laissons le champ libre.

Voilà nos ressources nationales ainsi menacées, en ce moment même où nous devrions les multiplier pour faire face à nos dépenses nouvelles réclamées d'urgence pour notre outillage économique, nos colonies, notre expansion lointaine, nos réformes sociales, nos devoirs dans l'ordre de l'éducation, de l'assistance, de l'hygiène, du progrès sous toutes ses formes.

Ce n'est pas tout. Ce régime ne pouvant durer devient chaque jour plus intolérable, engendre un universel dégoût, un besoin irrésistible d'en finir. Nous en arriverons bientôt à n'être d'accord que pour dire : Il faut en finir ! Comment ? Par la guerre, qui serait la suprême aggravation, et parce que nous n'aurions pas eu la sagesse de chercher à temps et ensemble comment en finir par la paix.

Et l'orateur démontre, à la lumière des faits diplomatiques de la dernière décade, que la paix a été sauvegardée justement par des accords franco-allemands, ainsi que tout récemment, pendant les guerres balkaniques :

Si ces ententes franco-allemandes occasionnelles ont pu se réaliser, pourquoi une entente générale et durable serait-elle impossible, alors qu'elle s'impose au monde entier ? On m'objecte l'abîme qui sépare nos deux pays ; je ne l'ai que trop mesuré ! Il a pu faire reculer nos deux diplomaties, mais il ne peut pas empêcher nos deux peuples de se rapprocher, s'ils le veulent.

M. d'Estournelles de Constant termine par un appel émouvant à des concessions mutuelles, condition nécessaire d'un « accord durable, honorable, acceptable pour tous ».

Réponse allemande

Au nom des délégués allemands, M. le docteur Conrad Haussmann, membre du Reichstag (celui-là même qui, à la Conférence de Berne avait prononcé cette courageuse parole : « Si nous nous cherchons, nous nous trouverons ».) a répondu en ces termes au discours du sénateur français :

Je viens apporter hautement ma réponse aux paroles de M. d'Estournelles de Constant. Cette réponse était toute prête, car elle n'est pas l'effet d'une émotion d'un instant ; elle est le résultat de mes observations profondes et réfléchies depuis plusieurs années.

Oui, nous aussi, Allemands, nous voulons la paix ; nous voulons l'accord avec la France ! oui, nous voulons, nous aussi, préparer cette paix, avant qu'il soit trop tard.

Oui, nous voulons nous mettre à l'œuvre avec les Français ; nous répondrons à la bonne volonté par la bonne volonté ; nous souhaitons ardemment, nous aussi, que les Allemande prennent *leur part des concessions qu'il faudra faire des deux côtés.*

Les deux discours ont été accueillis avec enthousiasme par 2.000 assistants acclamant d'une seule voix le rapprochement franco-allemand.

MAXIME GORKY EST TRÈS MALADE

La santé du grand écrivain socialiste inspire les plus vives inquiétudes

Les nouvelles qui nous parviennent d'Italie sur la santé de Maxime Gorky sont très tristes. Le grand écrivain socialiste, celui qu'on a appelé le *Maupassant russe* — un Maupassant avec peut-être moins d'art, mais avec infiniment plus d'âme que le nôtre — est dangereusement malade.

Il a dû quitter l'île parfumée de Capri pour venir résider à Naples où, en compagnie de sa compagne et de son fils, il suit un traitement rigoureux, prescrit par un savant spécialiste, qui est d'ailleurs son compatriote.

L'incomparable peintre des *Vagabonds* et des *Bas-fonds*, l'émouvant chantre de l'épopée prolétarienne dans *la Mère*, envisage avec une parfaite sérénité l'idée d'une fin prématurée, à laquelle nous ne voulons pas croire. Méthodiquement il met en ordre les manuscrits de plusieurs œuvres dont son fils sera chargé « d'assurer la publication après sa mort ».

Nous espérons que les soins dévoués dont il est entouré par tous les siens et la robustesse originelle de sa constitution lui permettront, malgré tout, de vaincre le mal terrible qui le mine et conserveront à la littérature universelle et au socialisme Maxime Gorky. — J. L.

LA TEMPÊTE DÉTRUIT UNE VILLE

500 maisons démolies

Nome (Alaska), 6 octobre. — La ville de Nome a été presque entièrement détruite par une tempête : 500 maisons sont démolies.

Hommes et femmes travaillent dans les vagues glaciales qui ont inondé la ville, s'efforçant de sauver les débris de ce qu'ils possédaient.

Les pertes sont évaluées à 1.500.000 dollars.

Beaucoup de personnes sont sans abri ; on craint qu'elles n'aient à souffrir beaucoup en raison de l'approche de l'hiver.

Jaloux de sa Fille UN PÈRE *devient Assassin*

LE DRAME DE L'AVENUE DE L'OPÉRA AUX ASSISES

M. Debar pendant l'audience.

Il faudrait la plume d'un Zola pour peindre cette famille Debar, dont le chef, Alfred Debar, employé à la chocolaterie Menier, comparaissait hier, aux assises, pour avoir tué son beau-frère, M. Mauger.

De quelles suites d'hérédités morbides — de quels mélanges de sang vicié, ou de quels croisements étranges de race, sont sortis les produits « monstrueux » que nous avons aujourd'hui ? Il faudrait pour le découvrir, plus de temps que les courts instants d'un débat d'assises, et des connaissances en psychologie que n'ont pas nos juges criminels. Ce qui est certain, c'est que ce que nous avons pu voir hier laisse, selon l'expression de l'avocat général Laurence, qui en a vu de toutes sortes, cependant, dans sa longue carrière, « une impression de dégoût profond ».

Une mère, d'origine anglaise, abrutie par l'alcool, ne prenait aucun soin de son ménage, se souciant peu de la direction morale de son intérieur, et se bornant à cuver son vin ou à « hurler dans des crises d'ivresse », disent des témoins.

Un fils de 22 ans, soldat d'un régiment de dragons, à Provins, menteur et « carotteur », selon son propre témoignage. Une fillette de 17 ans, Jeanne, déjà pervertie. Enfin, et au premier plan, Marguerite Debar et son père. Marguerite Debar, âgée de 21 ans, grande, belle-fille, en quête d'amoureux, recevant des déclarations, adressant des billets doux; son père monstrueux, qui lui écrit des lettres enflammées, ou s'étale l'inceste le plus abominable.

Bien entendu avec de tels personnages, le drame est vite monté, et le dénouement en est forcément : un crime.

Que la victime — le sieur Mauger — le beau-père de Debar — l'oncle de Marguerite, comme l'insinue la défense, comme le laissent entendre l'accusé, et des témoins, ait été, lui aussi, un être pervers, qu'il ait lui aussi été épris des charmes de sa nièce, et qu'à 52 ans, il ait voulu la posséder à lui seul, c'est possible. Cela n'atténuerait en rien, l'horreur du forfait de l'accusé.

Lire en deuxième page le compte rendu de l'audience.

Ce que peut coûter UNE *Main d'Ouvrière*

COMBIEN PAIE UN INDUSTRIEL MEURTRIER

Le ministre du travail a fait connaître récemment les projets — louables, s'ils ne se résolvent pas en simples discours — qu'il a formés pour améliorer l'hygiène et la sécurité ouvrières. La tâche est considérable, pour pénible que soit cette constatation, il ne faut pas craindre de déclarer que si des mesures ont été édictées afin de préserver la santé des ouvriers et ouvrières d'industrie, il n'a pas été prescrit de procédés efficaces pour en assurer l'observation. L'application des lois ouvrières — et la majorité des inspecteurs du travail sont d'accord sur ce point — dépend surtout de la bonne volonté des employeurs : la loi n'a prévu que des sanctions insuffisantes pour réduire les récalcitrants, pour combattre l'esprit de lucre, qui ne connaît pas la pitié ! Ecoutez ceci :

Sous la machine en marche

Dans une filature de lin des environs de Rouen, une fillette de quinze ans, Mlle Drien, était employée en qualité de *rattacheuse*. Elle travaillait à un banc à broches, sous les ordres d'une ouvrière adulte. Celle-ci ordonne à l'enfant de nettoyer le métier ; la jeune fille époussette le banc, chasse le duvet de coton qui le recouvrait. Puis, elle aperçoit de la « filoche » (déchet) qui s'était insinuée dans l'engrenage et en compromettait le fonctionnement normal. La fillette s'agenouille derrière *le métier en marche*, allonge sa main, munie d'un linge vers le pignon de torsion. Or, l'engrenage n'était pas protégé : les roues dentelées happent le torchon, la malheureuse enfant essaie de se dégager, de retirer sa main : c'est en vain, l'engrenage entraîne les doigts, les brise, les mutile. Aux cris de la victime on arrête le métier.

L'industriel avait commis une double infraction à la loi : l'article premier du règlement d'administration publique du 13 mai 1893 (qui complète la loi du 2 novembre 1892) interdit d'employer des enfants ou des femmes au graissage ou au nettoyage des machines en marche ; l'article 2 du même règlement interdit d'employer des enfants ou des femmes dans les ateliers où se trouvent des machines non protégées.

Savez-vous ce que ce double délit valut au coupable ? Deux contraventions de 5 francs chacune et le paiement des dépens, se montant à 9 fr. 48. Au total, moins d'un louis !

Le tribunal de simple police de Sotteville-les-Rouen qui prononça cette « peine » ne mériterait nullement le reproche d'indulgence excessive et injustifiée : il a compris — ses considérants le prouvent — toute la gravité de la double faute commise ; il s'est rendu sur le lieu de l'accident, mais s'il n'a pas prononcé une peine plus sévère, c'est parce que la loi n'en prévoit point !

Toujours la verrerie !

Le *Bulletin de l'Inspection du Travail* qui rapporte ce jugement, relate la condamnation d'un maître-verrier de Saint-Etienne, qui avait été surpris employant dix enfants en sous-âge. L'un d'eux, Servanton, avait dix ans à peine ! Ces petits malheureux ne recevaient pas de livrets, n'étaient pas inscrits sur les registres de l'usine et à chacune des visites de M. l'inspecteur Pernet, on les enfermait dans les cabinets d'aisances. C'est là qu'ils furent découverts.

Le tribunal, indigné, décida qu'il convenait d'appliquer à « l'industriel sans scrupules » (c'est le terme qu'il employa) le maximum de l'amende, soit... quinze francs par contravention !

Peut-on prétendre vraiment que l'enfance ouvrière soit protégée ?

L.-M. BONNEFF.

M. POINCARÉ A MADRID

TOLÈDE, *où se rendra aujourd'hui M. Poincaré. — Un coin de la vieille ville mauresque, vue du pont d'Alcantara.*

Nous avons laissé M. Poincaré au moment où, la frontière franchie, il passait à Saint-Sébastien. Après une nuit de sleeping, notre académique président est arrivé, hier matin, à dix heures et demie, en gare de Madrid. Le roi Alphonse XIII était sur le quai, avec les infants Fernando et Alphonso et les infantes ; M. de Romanonès, président du conseil ; les membres du gouvernement et le personnel des deux ambassades. M. Maura, l'assassin de Ferrer... et de tant d'autres, est là ; il ne semble pas se souvenir de son crime.

Le roi s'avance jusqu'à la portière du wagon présidentiel et salue militairement. M. Poincaré met pied à terre. Poignées de main, souhaits de bienvenue, présentations réciproques. Les deux chefs d'Etat traversent le salon d'attente, somptueusement décoré et montent dans une daumont, que conduisent des postillons *poudrés* — ma chère !

Par les rues, emplies de troupes de toutes armes, le cortège se dirige vers le palais royal, où il arrive un peu avant onze heures. L'Excellence et la Majesté descendent de voiture, pénètrent dans le palais et, d'un balcon du premier étage, assistent au défilé des troupes. L'Excellence se retire alors dans les appartements qui lui ont été réservés et où le déjeuner est servi.

TOLÈDE. — *La Puerta del Sol.*

Une fine petite pluie ne cesse de tomber. La foule est relativement peu nombreuse ; le service d'ordre, par contre, est littéralement formidable.

Source gallicalabs.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France